



LA Revue trimestrielle
Décembre 2018

n° 129

CHRONIQUE

Focus

« Ne quittez pas la route ! »



Reportage

**Ukraine, une
guerre en
silence ?**

L'information humanitaire par



**PREMIERE
URGENCE
INTERNATIONALE**

Interview

**« Il faut que je
trouve le bon ton
pour m'adresser
à ces personnes
qui n'ont plus rien »**



« The sound of silence »

Bien souvent, notre empathie pour les populations affectées par les crises n'est pas liée à la réalité des situations observées sur le terrain et à la prégnance des besoins, mais plutôt au degré d'attention médiatique qu'elle suscite. Le conflit ukrainien n'échappe pas à cette logique, et l'enlisement du processus de négociation entre les parties au conflit conduit au sentiment diffus d'une crise du passé. Pourtant, les bombes continuent de pleuvoir chaque jour et renvoient cette crise « aux portes » de l'Europe à la très lissante dénomination de « conflit actif de faible intensité ».

Porteurs d'un (trop ?) optimiste espoir et sponsorisés par un binôme franco-allemand en 2015, les **accords de Minsk** sont malheureusement violés de manière quasi quotidienne par l'ensemble des parties et maintiennent l'est de l'Ukraine dans un marasme économique, une situation sanitaire très dégradée et des conditions de vie affectant de manière critique les plus vulnérables.

Par ailleurs, si on dénombre au moins **3,5 millions de personnes** nécessitant une assistance humanitaire, la proportion importante de personnes âgées dans ces régions sinistrées dans l'Est accentue l'impact de la crise elle-même (les barrières administratives limitant la capacité des retraités vivant en zone non gouvernementale à toucher leurs pensions sont par exemple immenses), mais assombrit également l'espoir d'une reconstruction durable sur le plus long terme. En effet, les jeunes sont partis, abandonnant l'avenir et le sort de ces régions aux aléas d'enjeux géopolitiques qui de toute façon dépassent les principaux concernés. Tous savent que les solutions au conflit ukrainien ne sont ni à Kiev, ni à Donetsk.

Dès lors, après quatre ans d'interventions humanitaires dans le pays, le combat de Première Urgence Internationale se situe aujourd'hui au-delà des programmes mis en œuvre et visant à améliorer l'accès aux soins et aux autres services essentiels des populations victimes du conflit. Il relève également de la responsabilité qu'exige notre **éthique humanitaire** face à cette situation, afin qu'à l'indifférence croissante de l'opinion publique ne s'ajoute pas la lassitude tout aussi préoccupante des bailleurs de fonds, qui aurait pour conséquence immédiate de rendre encore plus précaire et difficile la capacité des plus fragiles à satisfaire leurs besoins de base. C'est également un enjeu de **protection** pour ces populations exposées à de nombreux risques.

La présente Chronique a donc cette ambition ; celle de remettre au centre de la scène cette ligne de front presque « à l'ancienne », où les tranchées creusées ne sont pas encore dans les livres d'Histoire, mais bien la réalité quotidienne des populations au côté desquelles nos équipes travaillent chaque jour, afin d'apporter une aide humanitaire indispensable au maintien d'un peu d'espoir et de dignité. C'est aussi pour elles qu'il nous a semblé important de rendre ce silence un peu plus bruyant...

Olivier Routeau

Directeur des Opérations à Première Urgence Internationale



UKRAINE, UNE GUERRE EN SILENCE ?

En 2014, la crise politique ukrainienne se transforme en conflit armé. Dans le sud-est du pays, la guerre du Donbass éclate, divisant la région entre la zone gouvernementale ukrainienne et la zone non gouvernementale. Le long de la ligne de front, de part et d'autre, les bombardements et les tirs sont quotidiens. Les équipes de Première Urgence Internationale interviennent pour venir en aide à la population vivant à proximité de cette ligne.

« Au début, j'étais effrayée par le bruit, maintenant j'ai peur du silence. Un long silence peut signifier une reprise encore plus intense des combats », avoue Yulia Nikolaevna, infirmière à l'hôpital d'**Avdiivka** situé à moins de **1 km de la ligne de front** en zone gouvernementale ukrainienne. L'établissement de santé a été touché par sept bombes entre 2014 et 2017. « Un cauchemar », se souvient Yulia. Energique et déterminée, l'infirmière plisse le front, et raconte un bombardement qui s'est déroulé en 2014. Elle désigne le deuxième étage de l'hôpital : « Mon bureau se situait à cet endroit précis. Lorsque la bombe a explosé, il était vide. Malheureusement, à l'étage du dessus, deux patients ont été tués ainsi qu'une infirmière. Plus tard, j'ai retrouvé mon bureau entièrement détruit. L'horloge sur le mur était arrêtée à l'heure exacte où la bombe est tombée ». Yulia travaille dans l'établissement depuis 1995. Elle a décidé de ne pas fuir la guerre, pour rester à l'hôpital et venir en aide aux personnes restées dans la ville. « Beaucoup de jeunes médecins ont fui mais je ne peux pas leur en vouloir. Ils veulent protéger leurs jeunes enfants, leur famille ». En 2014, la population de la ville d'Avdiivka était estimée à 33 000 habitants. En 2017, elle serait entre 16 000 et 22 000, les conditions de sécurité s'étant entre-temps légèrement améliorées. Depuis le début du conflit en 2014, l'hôpital a été touché à de nombreuses reprises, et certaines installations complètement détruites. Anatoli Mikmailovich, chirurgien, se souvient : « En 2014, il y avait énormément de patients, civils et militaires, et pas suffisamment de tables d'opération.

Nous opérons les malades à même le sol ». En 2016, Première Urgence Internationale intervient pour rendre à nouveau certains services essentiels de santé. Ainsi, l'unité de stérilisation a été entièrement r é n o v é e .

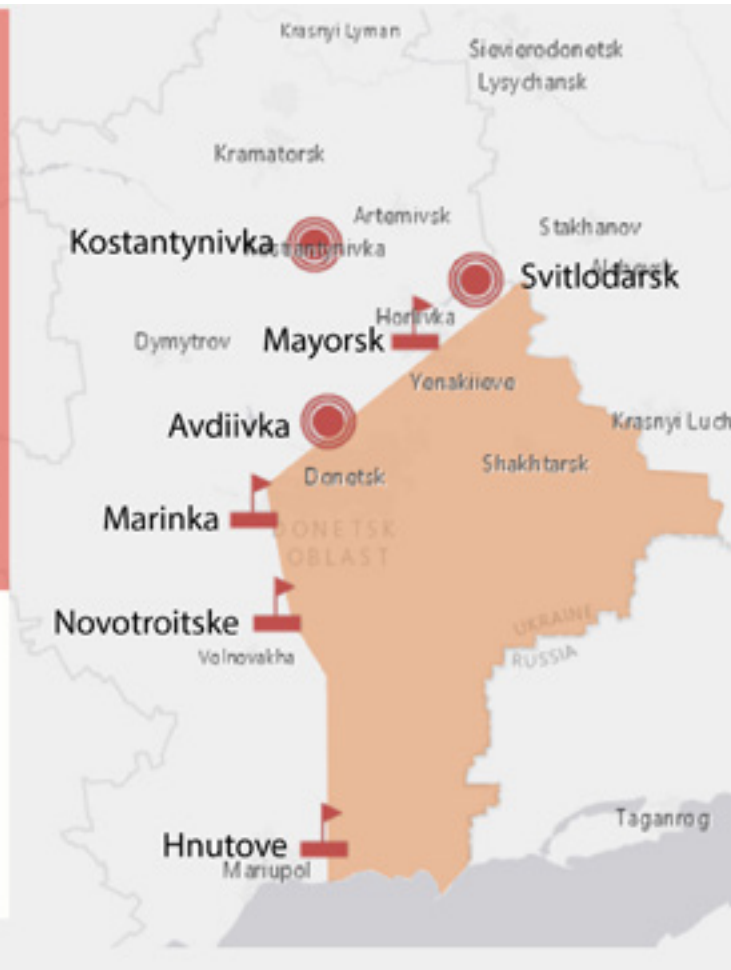
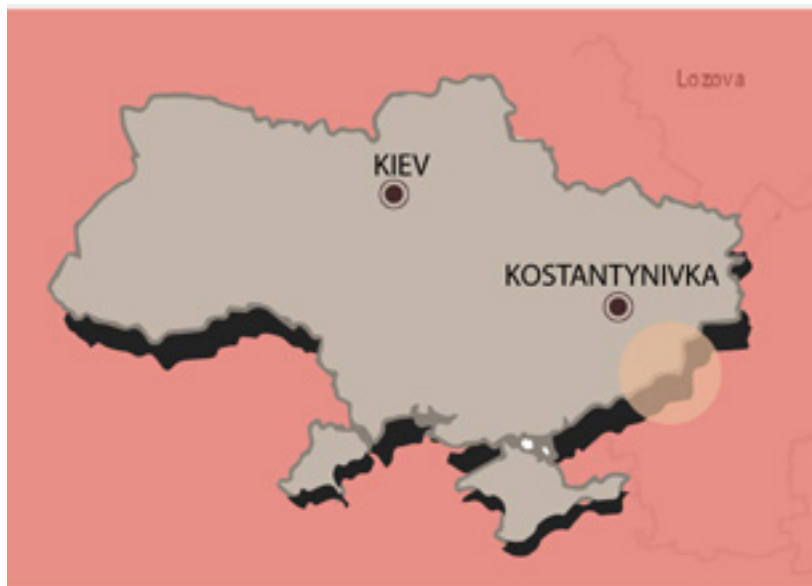
« Vous imaginez bien





qu'il est impensable pour un hôpital de fonctionner sans instruments de stérilisation ». Première Urgence Internationale fournit également du matériel comme des réfrigérateurs pour conserver les médicaments, ainsi que des tables et des lits.

Yulia Nikolaevna, infirmière en chef à l'hôpital d'Avdiivka



© Chiara Ciampar / Première Urgence Internationale



-  Bases de Première Urgence Internationale
-  Projets de Première Urgence Internationale
-  Checkpoint
-  Zone non gouvernementale

L'hôpital, détruit à 70 % pendant la période la plus « sanglante » de la guerre

Gurzhiy Gennadiy, directeur de l'hôpital de Svitlodarsk



© Sadak Souici / Première Urgence Internationale

L'hôpital de **Svitlodarsk**, aujourd'hui situé à **4 km de la ligne de front**, bénéficie également du soutien de Première Urgence Internationale. Les équipes distribuent des coupons qui permettent aux personnes vulnérables, notamment les femmes enceintes et allaitantes, d'obtenir des médicaments. Marina est l'une d'entre elles. Enceinte de cinq mois, elle se rend à l'hôpital pour un rendez-vous avec le médecin obstétricien.

Durant la consultation, le docteur Polina Prokofievna fait défiler sur une tablette électronique une liste de médicaments

rendus disponibles par Première Urgence Internationale. « Marina a besoin de compléments, de vitamines. C'est très important pour le bon développement de son bébé ».

L'hôpital de Svitlodarsk a été détruit à 70 % en 2014 durant la période dite la plus « sanglante » de la guerre du Donbass. En 2015, une infirmière a été tuée lors d'un bombardement. Première Urgence Internationale a apporté son soutien à l'établissement de santé la même année. « Première Urgence Internationale a été la première ONG à nous venir en aide. Son action a été cruciale pour nous », explique Gurzhiy Gennadiy, directeur de l'hôpital, qui invite régulièrement ses visiteurs à voir la façade rénovée par Première Urgence Internationale, « avant elle était complètement en ruine, détruite dans les combats ».

Dans les couloirs de l'hôpital, les patients attendent, assis sur des bancs, adossés au mur. La peinture est écaillée, certaines installations sont vétustes mais l'établissement fonctionne. Quatre ans après le début du conflit, c'est une chance « Il y a peu d'infrastructures de santé autour. Les patients affluent. Nous devons les accueillir ». A Svitlodarsk, la situation est devenue plus stable, les habitants retournent à leur domicile. Mais s'ils se font plus rares, les bombardements ne sont pas terminés. En mai 2018, une bombe est tombée à quelques mètres de l'école de la ville. Les enfants ont été rapidement évacués. Aucune victime. Les fenêtres du bâtiment ont volé en éclat. La Direction de l'école, qui disposait de stocks de matériaux, a été en mesure de réaliser les réparations rapidement. Pour les habitants, c'est malgré tout le signe qu'il est encore trop tôt pour reprendre leur souffle.

Une guerre sans fin dans une région très pauvre

Nikolai Sergejevitch est allongé sur un lit. Il vient de subir une opération : « Les personnes ne veulent plus entendre parler de la guerre. Elles sont fatiguées et traumatisées ».

« Cette région souffre d'un conflit qui n'en finit pas et auquel personne ne semble trouver de solution. De plus, la zone, qui a toujours été un bassin industriel important, souffrait déjà de difficultés économiques énormes avec de nombreuses pertes d'emploi avant le conflit. Cette guerre ajoute un poids supplémentaire à leurs difficultés », explique Briec le Merle, chef de mission en Ukraine pour Première Urgence Internationale. Une guerre de position qui pousse beaucoup d'habitants à se poser la question de fuir ou de rester.

Si certains ont décidé de rester comme Marina ou Nikolai, d'autres familles sont parties immédiatement. C'est le choix qu'ont fait Katya, Denis et leur jeune garçon Nikita, 8 ans. « Nous vivions en zone non gouvernementale. Un jour, alors que j'étais chez moi avec Nikita, j'ai entendu un bruit, un sifflement. Nous nous sommes immédiatement réfugiés dans l'abri de l'école. Une bombe est tombée sur notre maison. Il n'en reste rien. Quelques semaines plus tard, nous avons fui, emportant uniquement nos passeports avec nous ».

La famille a traversé la ligne de front, pour se rendre en zone contrôlée par le gouvernement ukrainien puis a erré pendant trois ans de proches en proches. En septembre 2018, le centre de déplacés de Kostantynivka, soutenu par Première Urgence Internationale qui a rénové la cuisine et fourni des équipements comme de l'électroménager et des lits, a accueilli la famille. « Je suis soulagée car je me sens plus en sécurité ici et Nikita peut être scolarisé. Cela faisait trois ans qu'il n'allait plus à l'école ».

Katya et Nikita



©Chiara Ciampa/ Première Urgence Internationale

Des personnes sans existence légale

Une décision de partir qui est souvent compliquée face à une ligne de démarcation floue et mouvante. En effet, une partie de la population qui vivait en zone gouvernementale se trouve aujourd'hui en zone non gouvernementale. Si ces personnes souhaitent traverser la ligne et vivre dans l'autre partie du territoire, elles ne peuvent plus dès lors que leurs documents d'identité expirent. Leurs données sont bien souvent perdues. Elles n'ont alors plus d'existence légale.

Récupérer le montant de sa retraite, faire face à l'imbroglio administratif ou voir des proches, pour se rendre dans l'autre partie du territoire, il faut traverser des checkpoints situés sur la ligne de front. « Je pense que dans l'Est, les populations vivent avec beaucoup de résignation, fatiguées d'une guerre qui n'en finit pas », constate Briec, le chef de mission. Las d'un conflit qui dure, d'une situation qui n'évolue pas, certains habitants du Donbass se murent dans le silence.



**Première Urgence Internationale
été la première ONG à nous venir
en aide. Son action a été cruciale
pour nous. »**

D'autres attendent le début de chaque journée comme une bonne nouvelle « Pour moi, chaque jour est une nouvelle page qui s'ouvre », dit Yulia en souriant, « si vous vous promenez dans les rues d'Avdiivka, vous constaterez que la vie commence à revenir ».



© Sadak Souici/ Première Urgence Internationale

« NE QUITTEZ PAS LA ROUTE ! »



© Sadak Souici/ Première Urgence Internationale

montrer patte blanche aux différents postes de contrôle. Les files d'attente de véhicules, de bus se forment, puis les individus en sortent, se rangent en ligne patiemment et attendent leur tour pour atteindre la guérite et montrer leurs papiers d'identité aux autorités. « Nous constatons que la plupart de nos patients ont plus de 50 ans. Ce sont bien souvent des habitants qui vont récupérer leur retraite de l'autre côté », explique Docteur Valeri, médecin dans l'unité médicale de Première Urgence Internationale.

Par temps pluvieux, sous un froid glacial, sous des températures estivales extrêmes, le temps d'attente est le même. « Souvent les gens ne mangent pas, ne boivent pas pour ne pas faire de pause et éviter de perdre leur place dans la file. Il arrive régulièrement que certains s'évanouissent », ajoute Docteur Valeri. Première Urgence Internationale intervient depuis 2016 au checkpoint de Mayorsk.

Les équipes ont installé des points d'eau, des latrines et distribuent des boissons chaudes en hiver, des casquettes l'été. Une unité d'aide médicale apporte des premiers soins et oriente si besoin les patients vers les hôpitaux les plus proches. « Nous vérifions la tension des personnes, et si besoin nous leur donnons des médicaments ». Et surtout, les équipes rappellent aux patients : « Ne quittez pas la route ! ». En effet, des champs et des forêts potentiellement minés bordent le lieu de passage.

Première Urgence Internationale intervient à 4 checkpoints en zone contrôlée par le gouvernement ukrainien, à Mayorsk, Marinka, Novotroitske, et à Hnutove depuis octobre 2018. Tous sont situés à proximité de la ligne de front. « Les besoins sont importants mais il n'est pas toujours facile de retenir les patients pour lesquels nous nous inquiétons. Pour eux, l'enjeu est de ne pas perdre de temps ».

Les équipes de Première Urgence Internationale interviennent à quatre checkpoints, des postes de contrôle, situés le long de la ligne de front. Les équipes apportent leur aide aux populations, souvent âgées et vulnérables, traversant au prix d'une attente souvent interminable et dans des conditions difficiles.

« L'équipe m'a ramené à la vie », remercie un jeune ukrainien dans une lettre qu'il a laissé à l'unité médicale de Première Urgence Internationale située au checkpoint de Mayorsk à 1 km de la ligne de front. Comme cet Ukrainien, ils sont 10 000 à traverser chaque jour, via ce checkpoint, la ligne de front pour se rendre de la zone contrôlée par le gouvernement ukrainien à la zone non gouvernementale.

Avant d'atteindre l'autre côté, les personnes doivent patienter durant des heures pour



© Sadak Souici/ Première Urgence Internationale



INTERVIEW

« IL FAUT QUE JE TROUVE LE BON TON POUR M'ADRESSER À CES PERSONNES QUI N'ONT PLUS RIEN »

Sébastien Gobert est correspondant en Ukraine, depuis 2011, pour une dizaine de médias français, belges et suisses. Journaliste pour Libération, Radio France et Médiapart, il nous explique ses difficultés à parler d'une « crise oubliée », d'un conflit si peu médiatisé.

Pour quelles raisons, le conflit en Ukraine est-il si peu relayé par les grands médias ? Est-ce un manque d'intérêt du grand public ?

Selon moi, ce n'est pas par manque d'intérêt. C'est plutôt dû au fait que les médias se nourrissent au quotidien de ce qu'on appelle de « l'événementiel ». Le conflit dure maintenant depuis quatre ans et demi, et nous relayons toujours la même information et les mêmes histoires. Le contexte n'évolue pas. De plus, les Ukrainiens eux-mêmes ne veulent plus entendre parler de ce conflit. Les principales chaînes d'information ne consacrent qu'environ **2 % de leur temps** au conflit dans l'Est. Les habitants souhaitent se concentrer sur autre chose. Selon eux, l'issue ne peut être que politique et la plupart estiment que la situation va s'éterniser.

Alors, comment intéresser les grands médias français à ce conflit ?

Le Donbass est constitué de **4,5 millions d'habitants** de part et d'autre de la ligne de front. Il y a donc une quantité de sujets à traiter en dehors des sujets dits « événementiels ». Je cherche des angles d'articles plutôt sociaux. Je raconte, par exemple, la manière dont les personnes survivent dans des conditions difficiles liées au manque d'eau, d'électricité. Je parle également des nouvelles initiatives, comme d'une famille d'agriculteurs « bio » qui vit à 5 km de la ligne de front.

« **Le conflit dure maintenant depuis quatre ans et demi, et nous relayons toujours la même information et les mêmes histoires.** »

Les problématiques et les besoins n'évoluent pas beaucoup. Les questions que je pouvais poser en 2014 sont toujours d'actualité aujourd'hui, et elles riment de l'être encore dans cinq ans.

Il faut réaliser que la guerre ne concerne qu'une infime partie du pays et que beaucoup de choses se déroulent en Ukraine, hors du Donbass. Mais tout est lié bien sûr. Lorsque je traite d'un sujet économique national, je parle indirectement de ce qui se passe dans la région.

Quelle est la difficulté principale du travail de journaliste dans la région du Donbass ?

Il faut savoir que cette zone était sinistrée bien avant la guerre. Depuis la chute de l'URSS, cette région industrialisée est en plein déclin, minée par de lourdes difficultés économiques et par une catastrophe écologique, avec des nappes phréatiques particulièrement polluées. Lorsque le conflit est survenu il y a plus de quatre ans, les populations étaient déjà à bout de souffle. Les habitants souffrent depuis une trentaine d'années, et cette situation entretient une forme de passivité, de fatalité et de résignation.

Alors, c'est vrai que lorsque je me déplace dans le Donbass, il faut que je trouve beaucoup de temps, de patience et le bon ton pour m'adresser à ces personnes qui n'ont plus rien et qui ont peu d'espoir. C'est vraiment très dur d'entendre ces récits de misère. C'est donc important de croire que le fait de leur donner la parole peut faire changer un peu leur situation, leurs conditions de vie.

RETROUVEZ-NOUS SUR www.premiere-urgence.org

SUIVEZ-NOUS



POUR TOUTES VOS QUESTIONS

N'hésitez pas à nous contacter

Tél : 01 55 66 99 66

Email : contact@premiere-urgence.org

La Chronique est une publication de Première Urgence Internationale, ONG de solidarité internationale
Siège : 2, rue Auguste Thomas, 92600 Asnières-sur-Seine. Tél. : 01 55 66 99 66. www.premiere-urgence.org
Dir Publication : Thierry Mauricet | Coordination : Laëtitia Chadenat | Conception graphique : Chiara Ciampa.
Ont collaboré à ce numéro : l'ensemble de l'équipe de Première Urgence Internationale.
IMPRIMEUR : Cap Impression / ROUTEUR : Adarys
Tirage : 6 500 ex. Chronique gratuite.